

Abus de pouvoir, saison 2

15 MAI 2018 | PAR PAUL CASSIA | BLOG : LE BLOG DE PAUL CASSIA

La première année de l'actuel quinquennat a, sur bien des aspects, des airs de déjà-vu.

La couverture de l'ouvrage, blanche et rouge, est d'un sobre qui n'attire pas l'œil. Mais la « quatrième » interpelle. Davantage, elle fouette : réveillez-vous, écrivait alors l'auteur, nous sommes en pleine catastrophe démocratique, économique, sociale et politique : « *Le président de la République a un plan. Il conduit la France là où elle a toujours refusé d'aller. L'abandon du modèle républicain, le culte de l'argent, le choix d'une société d'inégalités, le renoncement à ce qui faisait la force et l'originalité de la France dans le monde. Partout, la France se range du côté des puissants. En même temps, tous les centres de décision, politiques, économiques, médiatiques sont convoités et mis en réseau. L'arbitraire règne en maître* ».

Ces mots sont aussi les premiers de l'introduction, forte, pleine de colère démocratique.

Cette introduction dénonçait, exemples à l'appui dans la suite de l'ouvrage, « *la plus impressionnante confiscation de tous les pouvoirs qui ait été tentée depuis des décennies* » ; elle fustigeait ce vers quoi on veut nous mener, « *un modèle de société fondé sur l'inégalité* », à rebours de la tradition historique française ; elle pourfendait « *des réseaux d'intérêts puissants, liés entre eux pour porter au pouvoir celui qui avait promis de les servir* » ; elle déplorait que « *tous les centres de décision qui permettent à un pays, à une Nation, à une économie de garantir la liberté des citoyens, leur information, la créativité, leur égalité des chances et des droits, de se défendre contre l'arbitraire, sont peu à peu contrôlés* ».

Et qui était la cause de tous ces errements ? Qui donc organisait notre asservissement volontaire ? C'était « *une personnalité qui n'aperçoit pas de limite à sa propre volonté de puissance, ni à l'intérieur de notre pays, ni à l'extérieur* ». Un seul homme. Plus tard, l'histoire le montrera, un homme esseulé, en passe d'être oublié sauf lorsque la chronique des nombreux et graves faits divers judiciaires le concernant rappelle son existence à l'opinion publique. Le sixième président de la Vème République : Lui VI. Le premier de cordée politique de l'époque, qui concentrait tous les pouvoirs et « *assumait* » cette concentration. Au demeurant, il « *assumait* » tout, en permanence, c'était l'un de ses « tocs » de langage, ça ne mange pas de pain et ça fait sérieux surtout quand on l'affirme d'un air bravache, mâchoire en avant, les yeux rivés dans ceux de son interlocuteur : « *j'assume !* ». Et na ! Dans « *j'assume* », il y a le pronom « *je* », c'est cela qui importe bien plus que le verbe. « *J'assume, je décide, je veux, je demande, je ceci, je cela, je moi, moi je, je blablabla, jejejeje* ». En même temps, il n'était pas responsable de quoi que ce soit, jamais – son statut constitutionnel l'interdisait. C'est confortable. Le successeur de son successeur, Lui VIII donc, ne dit pas autre chose, c'est à croire que la fonction fait l'homme et non l'inverse : « *j'assume totalement la verticalité du pouvoir* » ; « *j'assume les choix qui sont faits, et je hais l'exercice consistant à expliquer les leviers d'une décision. Cela n'a rien à voir avec l'autoritarisme, car j'assume aussi de ne pas décider trop vite, de réfléchir, comme en ce moment sur les questions religieuses, par exemple* ».

Le président de la République française est souvent qualifié de « locataire » de l'Élysée. Mais il y loge sans s'acquitter d'un loyer. Il en fixe le montant et c'est nous qui le lui payons ; il n'en a cure, il pense « qu'il le vaut bien ». Il n'est que résident et se comporte comme un propriétaire. Dans l'une de « ses » nombreuses dépendances

– l’Elysée, La Lanterne, Versailles, Brégançon –, le résident d’aujourd’hui veut, dit-on, rétablir la chasse à courre ; le prédécesseur de son prédécesseur n’avait même pas songé à quelque chose d’aussi baroque.

Le temps d’un quinquennat au moins, à lui tout seul il est l’Etat : « *gouvernement effacé, méprisé, mis sur la touche, législatif dompté, pouvoir judiciaire tenu, désespéré mais silencieux entre des mains amies, pouvoir financier et économique organisé en réseau* », écrivait l’auteur. Tout ramenait à ses immenses prérogatives constitutionnelles, auxquelles il ne fallait surtout pas toucher. En aucun cas. C’est le Parlement qu’il convenait de rendre plus « *efficace* » – traduction : plus soumis encore à l’exécutif –, c’est la justice pénale qui devait être placée sous l’autorité du gouvernement ; mais son statut présidentiel demeurait sanctuarisé car, à l’en croire, le peuple aime les hommes forts, ainsi qu’il l’a dit récemment, lors d’une [conférence \(http://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/09/a-abou-dhabi-sarkozy-fait-l-elogue-des-hommes-forts_5268166_3210.html\)](http://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/09/a-abou-dhabi-sarkozy-fait-l-elogue-des-hommes-forts_5268166_3210.html) dans un royaume héréditaire de la péninsule arabique : « *les démocraties détruisent tous les leaderships* ». Une copie de droit constitutionnel d’étudiant (non « gréviste ») en première année de licence contenant une telle énormité serait probablement sanctionnée par un zéro ; on n’a pas connaissance qu’un seul manuel de droit constitutionnel contemporain vante les mérites des régimes autoritaires par rapport aux démocraties. Hélas ! A l’instar de Lui VI, le successeur de son successeur est persuadé que les français sont nostalgiques du pouvoir exclusivement personnel incarné par l’image du roi, alors pourtant que cette distance a-démocratique qui sépare le souverain de « son » peuple renvoie à un Ancien Régime dont on ne trouve nulle part, au quotidien, de zélateur ; rien de plus normal : on ne veut ni d’un quasi-roi, ni d’une quasi-reine, pas même pour cinq minutes et encore moins pour cinq ans.

Quel que soit son patronyme, le Roi-Soleil du moment renouvelle la matière de son énergie de la plus naturelle des manières, par l’excroissance de son égo : c’est « [Moi-Soleil \(https://www.lecanardenchaine.fr/la-une-du-24-janvier-2018/\)](https://www.lecanardenchaine.fr/la-une-du-24-janvier-2018/) ». Il *sait* qu’il a raison en tout et pour tout, puisqu’il a été élu ; il est l’Elu suprême de la République. Son carburant, c’est le regard d’autrui ; qu’on l’ignore et, en lui-même, c’est-à-dire s’il n’endosse pas le rôle d’aspirant-chef ou de chef, il n’a aucune plus-value, aucun savoir-faire, aucune compétence, aucun talent artistique, technique, intellectuel, social ou culturel.

Fonctionnellement, il aimante et rend servile tous ceux qui, nombreux au début de son épopée – alliage réussi d’audace, de chance et de duplicité – l’approchent ou veulent l’approcher pour recueillir maintenant, demain ou après-demain des lambeaux de son immense pouvoir : « *quand on le rencontre, tant de regards se tournent vers l’ élu, tant d’objectifs, de caméras, d’appareils photo, de micros, tant de dos se courbent, tant de regards s’humilient, tant de courbettes s’esquissent, que les caractères les mieux trempés ont du mal à résister* », écrivait l’auteur. Aujourd’hui, les laquais chroniquant la cour républicaine assurent – quoi de plus normal ? – que même [les chèvres indiennes s’inclinent sur le passage majestueux de Lui VIII \(https://www.marianne.net/politique/quant-paris-match-raconte-le-glorieux-voyage-des-macron-en-inde\)](https://www.marianne.net/politique/quant-paris-match-raconte-le-glorieux-voyage-des-macron-en-inde) ; le [Saint-Simon de pacotille du moment \(http://mobile.lemonde.fr/emmanuel-macron/article/2018/05/05/emmanuel-macron-sur-la-voie-royale_5294636_5008430.html\)](http://mobile.lemonde.fr/emmanuel-macron/article/2018/05/05/emmanuel-macron-sur-la-voie-royale_5294636_5008430.html) ose même préférer, sans craindre pour sa propre dignité, que pour son maître actuel, « *le toucher est fondamental, c’est un deuxième langage. C’est un toucher performatif. ‘Le roi te touche, Dieu te guérit’. Il y a là une forme de transcendance* » (*Le Monde* 5-7 mai 2018, p. 20). Une forme de décadence, plutôt.

Face à une telle démesure institutionnelle et égotique, l’auteur de l’ouvrage enjoignait à ses lecteurs de résister. En période de paix civile, se mettre en porte-à-faux pour défendre ses convictions face au pouvoir en place, c’est déjà résister. Ernest Renan l’avait dit, à la fin de sa conférence *Qu’est-ce qu’une Nation ?* en 1882 : « *le moyen d’avoir raison dans l’avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé* ».

Et le démodé de l’époque qui, à sa manière, résistait et endossait la résignation personnelle de la « traversée du désert » politique, n’acceptait pas la mécanique économique-fiscale instituée dès les premiers jours du quinquennat naissant. Il l’écrivait avec la fougue des libéraux du 19^{ème} siècle : « *l’installation accomplie, il ne fallut pas plus de quelques jours pour qu’en espèces sonnantes et trébuchantes tombe dans les escarcelles adéquates le premier dû : des milliards d’avantages fiscaux à destination – le croirait-on ! – des plus riches des*

français. Pendant ce temps, les classes moyennes et laborieuses, les retraités se trouvaient lourdement taxés de prélèvement supplémentaires ». C'est l'évidence même : l'Etat ne doit pas donner à ceux qui ont déjà trop, dont le patrimoine enfle chaque année, qui ne savent plus dans quoi investir si ce n'est dans des actions improductives pour l'économie « réelle » ; l'Etat ne doit pas prendre davantage – sous le prétexte fallacieux d'aider les « jeunes », au nom d'une solidarité intergénérationnelle instrumentalisée pour éviter d'instaurer une vraie justice fiscale – à ceux qui ont déjà cotisé toute leur vie professionnelle ; l'Etat ne doit évidemment pas faire les fonds de tiroir chez ceux qui ont à peine de quoi vivre dignement. Ca ne peut pas marcher. Tout le monde sait cela. Tout le monde.

Sauf le Lui de l'époque, Lui VI et son « bouclier fiscal », et plus encore le Lui d'aujourd'hui, Lui VIII et son « armure fiscale », qui vient d'annoncer la suppression de « l'*exit tax* » mise en place par... Lui VI. Ils pensent globalement pareil. Ils parlent pareil, « *j'ai changé* » assurait régulièrement l'un (<https://www.20minutes.fr/politique/1689983-20150918-video-change-sempiternelles-metamorphoses-nicolas-sarkozy>), oubliant de préciser que c'était en pire, « *la France a changé* » affirme désormais l'autre (<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/macron-appelle-l-allemande-a-sortir-du-fetichisme-des-excedents-budgetaires-778118.html>), omettant la même précision. Ils veulent « libérer les énergies » – entendez : déréguler et réduire les acquis sociaux. Ils emploient la même rhétorique (<https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-politique/le-billet-politique-du-vendredi-13-avril-2018>) de *winners* se voulant infatigables et « qui appliquent leurs programmes là où tous les autres ont échoué ». S'ils prétendent croire au mirage du « ruissellement », c'est qu'il y a une explication à cette fantaisie : ils espèrent à toute force faire partie du clan des potentiels « ruisselleurs », une fois accomplis leurs mandats présidentiels respectifs. Autrement dit, ils préparent leur futur « golden hello » sous nos yeux, depuis l'Elysée, en toute transparence et grâce aux instruments de la loi et du règlement. Ils mesurent la réussite à l'aune de la richesse matérielle. Ils organisent méthodiquement le brouillage public/privé et le mélange des genres. L'un avait son ministre du Budget qui était en même temps trésorier de son parti, l'autre a son secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement qui est en même temps le « délégué général » (du Grand Chef !) de son parti. L'un avait exfiltré le secrétaire général adjoint de l'Elysée à la tête d'un grand établissement bancaire, l'autre a infiltré comme secrétaire général de l'Elysée un cadre d'un immense groupe italo-suisse appartenant à sa famille. Ils nous ridiculisent sur la scène internationale, l'un en recevant Kadhafi à Paris, l'autre en allant faire d'improductives simagrées à la Maison Blanche. Ils jouent aux matamores avec une telle ostentation qu'on a peine à croire que quiconque puisse les prendre au sérieux : je vais nettoyer les banlieues au Karcher disait l'un, je vais abriter tous les sans domicile fixe d'ici à la fin de l'année c'est une question de dignité, dit l'autre. N'importe quoi !

Ce n'était hélas pas la seule invraisemblance que dénonçait alors l'auteur de l'ouvrage. En voici quelques autres.

A l'époque, le résident de l'Elysée prônait la « rupture » entre l'ancien monde et le nouveau monde qu'il assurait incarner, mais il était le symbole de l'unité du temps et du lieu d'une tragédie politique dont il était acteur, metteur en scène et seul interprète, avec tous les français comme spectateurs majoritairement contraints – pendant cinq ans, voire dix ans espérait-il.

Des ministres autoproclamés « socialistes » composaient « son » gouvernement – en droit, le gouvernement du Premier ministre –, à côté d'hommes et de femmes de droite. Son crédo : « *je crois davantage au courage, aux convictions et à l'engagement qu'aux étiquettes* » (authentique). Posture politicienne : chacun sait qu'il était de droite, dans les actes mais aussi dans les discours – c'est la seule différence avec le successeur de son successeur, qui s'est présenté en candidat « et de droite et de gauche » avant de faire comme décideur public une politique de droite voire d'extrême-droite, maquillée par les concepts – qui se présentent comme techniques et dévalorisés (sans valeurs (http://www.liberation.fr/debats/2018/05/09/la-politique-d-emmanuel-macron-est-une-politique-sans-valeurs_1648855)) – du bon sens, de la performance et de l'efficacité.

Il tournait le dos au modèle français et continental, qu'il fracassait sur l'autel de ses ambitions personnelles et de son tropisme anglo-saxon. « *Il est une idéologie de l'argent, présenté comme valeur. Une idéologie de la généralisation de la loi du profit. De l'extension aux services publics des normes du marché, de la concurrence* »,

écrivait encore l'auteur. Aujourd'hui, on pourrait ajouter de la privatisation – d'entreprises très rentables, bien sûr. On lit bien : la seule valeur promue, n'est ni sociétale, ni démocratique, ni humaniste, ni philosophique, ni culturelle ; c'est celle de l'argent. C'était vrai sous Lui VI, cela vient d'être démontré sous Lui VIII (http://www.liberation.fr/debats/2018/05/09/la-politique-d-emmanuel-macron-est-une-politique-sans-valeurs_1648855).

Il ne comprenait rien à la laïcité à la française, et déclarait que « *l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur* », tout comme le successeur de son successeur assurera (<https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/983408251864846336>), ce que nul ne pensait pouvoir entendre dans la bouche d'un président de la République française, que « *le lien entre l'Église (catholique) et l'État s'est abîmé, il nous incombe de le réparer* ».

Mais comment alors expliquer que le peuple français, avec son histoire, sa réputation, la légitimité intemporelle et universelle que lui confère à jamais la proclamation en août 1789 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, ait accepté hier de troquer l'Etat providence, libéral institutionnellement, pour un modèle d'Etat à l'anglo-saxonne, libéral économiquement et autoritaire institutionnellement ? Aujourd'hui, comment expliquer que l'actuel leader de la *start up Nation* puisse ratiociner à longueur d'entretiens des propos aussi provocateurs, insensés et/ou faux que ceux consistant à dire qu'il a pour ambition de faire « *disrupter* » « son » pays ou que les français attendent et souhaitent une incarnation moderne du monarque d'Ancien Régime, ou encore que l'une de ses vassales puisse asséner sans égard pour sa propre dignité que « *les français ont besoin d'avoir un couple à leur tête* (<https://www.ouest-france.fr/politique/marlene-schiappa/les-francais-ont-besoin-d-avoir-un-couple-leur-te-affirme-marlene-schiappa-5746356>) » ? Comment expliquer que leurs majorités respectives consentent identiquement à ce que le capital prime sur le travail ? Que les 1% des plus aisés reçoivent toujours plus, aux frais du tiers-état contemporain, astucieusement incité à s'entre-déchirer – les vieux contre les jeunes, les salariés du privé contre les cheminots, les étudiants et enseignants « grévistes » contre ceux « non-grévistes », les chômeurs contre les travailleurs – et implacablement traité « d'assisté » de la République si l'une de ses corporations bénéficie du moindre petit avantage professionnel ou social ?

La raison est simple. Il faut la lui faire perdre, au peuple, sa raison. Soit. Mais alors, par quel procédé parvenir à cette prouesse ? Facile, expliquait l'auteur : il suffisait au Jupiter de l'époque de promouvoir « *une idéologie souterraine de la distraction du citoyen, à coup de peopolisation, pour que, surtout, il ne puisse s'intéresser à la réalité des décisions que l'on prend en son nom. (...) S'il est une chose que le pouvoir a comprise, c'est la logique médiatique. Il suffit de tuer l'information par l'information. Trop d'information anesthésie l'information. (...) Trois annonces par jour, deux discours, dix images, et le plus récent efface le précédent. Et le journaliste, l'auditeur, le citoyen, tous trois sont saoulés, tourneboulés. C'est le but qu'on voulait atteindre. Il est atteint* ». Aujourd'hui, cette technique de communication jusqu'à l'ivresse est bien identifiée, elle a même un nom – *l'infotainment* – qu'il reste à franciser – « *l'infotissement* » ?

Faisant preuve de prescience au moment où il publiait son ouvrage, l'auteur annonçait que contre ce « *leurisme* », seul un journalisme d'investigation, « *qui saisira un objet et ne le lâchera pas, constituera des dossiers, donnera à comprendre, en profondeur, en prenant son temps, sur du papier, concentrera l'attention sur l'essentiel pour éviter la dispersion* ». Seul un journalisme d'investigation donc, pourra éclairer l'opinion publique. La distraire un instant de raison de l'application CandyCrush®, qui s'est substituée à la religion comme opium universel des peuples du 21^{ème} siècle ; délaisser enfin les sites pornographiques gratuits et en accès libre pour s'intéresser à ce qui se passe ici et maintenant ; ne plus se délecter à lire les élucubrations proférées sous lâche anonymat *via* Twitter ou Facebook, pour ouvrir les yeux au monde tel qu'il ne va pas et tel qu'il pourrait aller infiniment mieux si seulement...

Et l'auteur de conclure sa magistrale introduction par la nécessité, au vu du constat dressé, « *de dire non* » : non à l'hyperprésidence ! Non au « ruissellement » et à l'idéologie de l'argent-roi ! Non la dégradation de la qualité de nos précieux services publics par asphyxie financière sous prétexte que l'Etat – pourtant absolument souverain en la matière – n'a pas « *d'argent magique* », comme on dit désormais ! Non à l'égo-cratie ! Non à l'abus de pouvoir !

C'était l'introduction d'*Abus de pouvoir*, publié par François Bayrou chez Plon en 2009, qui comportait cette belle formule : « *Nous plantons les pilotis de la résistance nécessaire* ».

Neuf an plus tard, à l'expérience de la première année de l'actuel quinquennat, un éphémère marcheur par défaut et vite repentí s'interroge : à qui reviendra aujourd'hui la tâche essentielle de planter ces pilotis de la résistance nécessaire ?

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

LAUTEUR



PAUL CASSIA (<https://blogs.mediapart.fr/paul-cassia>)
Professeur des universités en droit

105 BILLETS / 146 CONTACTS



Lisez Mediapart en illimité sur ordinateur, mobile et tablette.

[Je m'abonne](#)

LE BLOG

SUIVI PAR 179 ABONNÉS

Le blog de Paul Cassia (<https://www.mediapart.fr/paul-cassia/blog>) 🌱

MOTS-CLÉS

RAS-LE-BOL DE CES INCOMPÉTENTS AUTORITAIRES ET LIBÉRAUX

CHOISISSEZ L'INDÉPENDANCE !

[Je m'abonne](#)



- ▶ Accès illimité au Journal et au Studio
- ▶ Participation au Club
- ▶ Application mobile

[Je m'abonne](#)